# La Grèce sombre dans le désastre

lundi 19 février 2018, par Christina KOMI

L'usage du terme « Macédoine » et la question de la dénomination officielle du petit pays situé au sud de l'ex-Yougoslavie est une situation politique –certes pas la seule— qui n'a pas pratiquement pas été traitée par les médias en France. Si la question du nom de ce pays, composé en grande partie d'albanais, de bulgares et de serbes, et de sa reconnaissance de la part de la Grèce sous le même nom que la province limitrophe grecque, est revenue ces derniers temps en première page de l'actualité en Grèce, c'est parce qu'il y a une urgente pression de "l'Empire" qui souhaite en finir rapidement afin de pouvoir intégrer le nouvel État balkanique dans l'Otan. Ceci lui permettra de fermer définitivement les portes à un éventuel accès de la Russie en Méditerranée.

Étant donné l'extrême faiblesse de la Grèce en ce moment, pays sans souveraineté, hypothéquée dans tous les sens, mise sous la main de la Troika et des vautours, et « gouvernée » par des marionnettes, des traitres qui sont prêts à tout jeter aux charognards, on peut sentir déjà le démembrement final venir : l'amputation territoriale.

Le régime grec actuel, pareillement aux précédents, est complètement incapable de se montrer à la hauteur des circonstances, pire encore, il bafoue sans cesse les indications que le peuple grec lui donne : du grand NON aux plans de la Troika du 5/7/15 (qui s'est transformé par Tsipras en oui en une nuit), au sabotage des grandes manifestations de Thessalonique du 21/1/18 (500.000 personnes) et d'Athènes (4/2/18 : 1.500.000 personnes) où le peuple s'est prononcé contre la cession du nom « Macédoine », ce régime laisse aujourd'hui sans réponse les provocations de la Turquie. Dans le sud-est de la mer Égée : un nouvel épisode de provocation sur les îles rocheuses d'Imia, ainsi que la piraterie des forces marines turques dans la Zone Économique Exclusive chypriote… La Turquie, en même temps qu'elle fait la guerre en Syrie, attaque les pays côté ouest, dans la perspective de gagner de l'espace vital en mer.

Avec Tsipras et son ministre de défense (P. Kammenos) muets et, pire encore, disparus aux jours où leur présence était indispensable, c'est l'ambassadeur actuel des Etats Unis à Athènes, J. Piat –oui, ce même qui était ambassadeur en Ukraine lors de la révolte, du coup d'État et de la prise du pouvoir par des nazis, qui a mené à la plus grande crise entre l'Ouest en la Russie des derniers 30 ans– qui s'est déplacé à Ankara pour décider quel sera le sort des grecs et des chypriotes…

Les deux articles qui suivent montrent les enjeux géo-politiques actuels dans les Balkans, région qui a été lle point de départ des 2 guerres mondiales ainsi que des atrocités du démembrement de la Yougoslavie. Apparemment, tout cela est loin d'être fini…

Christina Komi (enseignante chercheur franco-grecque)
Le 19 février 2018

## Article 1 :

**Qui se cache derrière la dissolution des Balkans ?**
**Qui se cache derrière Skopje ?**
Par Ioannis Mazis

Professeur de géographie économique et de géopolitique à l'Université d'Athènes
(Traduction en français : Christina Komi)

La cause actuelle de Skopje trouve ses appuis et son inspiration dans des circuits, surtout allemands et, en second lieu, italiens, pour des raisons territoriales manifestes, depuis le temps de la seconde guerre

mondiale. Dans l'Allemagne des années 1990, au lendemain de l'éclatement de la Yougoslavie, ont été créés une série de « centres de recherche » généreusement financés, ayant comme but la fragmentation et la dissolution des Balkans sur le principe —d'inspiration nazie— de la « base biologique » de l'ADN (une base active) des ethnies. Ces ethnies que les « chercheurs » allemands essaient de présenter comme étant opprimées.

Un exemple frappant est le « Centre des minorités européennes », fondé en 1996, et des personnalités telles que son directeur d'alors, qui est devenu plus tard « Consul général » dans l'état méconnu du Kosovo (!) Stefan Troebst.

J'ai rencontré personnellement Stefan Troebst, dans le cadre d'une récente collaboration du Laboratoire de Géopolitique que je dirige à l'Université d'Athènes en coopération avec l'Université de Leipzig à propos d'un projet DAAD.

Ses positions non scientifiques sur la Grèce et les Balkans m'ont causé une forte impression et j'ai regardé son action de plus près. J'ai découvert alors qu'il avait été à la direction d'un centre allemand appelé « Centre européen des minorités ». Entre, autres, il a donné une conférence à la Fondation Karl Friedrich von Zimens à Munich à propos des « problèmes des ethnies » et des « périphéries » en Europe centrale et orientale, publiée dans la revue scientifique « d'autorité » Südosteuropa, 7-8 / 1992. A noter que l'institut porte le nom de l'industriel allemand, du « patriote » qui, entre autres a fabriqué les crématoires de l'Holocauste dans les camps de concentration nazis.

Dans sa conférence, Troebst a déclaré : « Dans cette région qui a été intégrée à l'État grec seulement en 1912 (sic !), voyons qui de tous, les slaves du sud, les turcs restants, ou bien les Pomaks, les Aroumains, les Meglens, les Albanais, les Sarakatsans les Sefardeim, les Roms, les Tsiganes ou les Giourouks, réclameront-ils en premier leurs droits en tant que minorités, dans un stade préalable à la création de leurs propres États ou à leur fusion avec l'un des pays voisins ? ».

Le but de ces « centres de recherche spéciaux » est de prouver l'existence de 282 (!) groupes ethniques dfférents, but qui est dicté depuis plus de 100 ans par le capital allemand (européen) qui cherche à créer les meilleures conditions possibles pour rivaliser avec le capital américain. Ce dernier avance depuis un moment vers le verrouillage de son camp propre, le continent américain, de l'Alaska en jusqu'à l'Amérique latine.

**Le message des rassemblements à Athènes et à Thessalonique**

Les rassemblements font clairement savoir que le peuple grec, ne se prend pas au piège, et qu'il n'a pas l'intention de sacrifier sa mémoire nationale globale, ni son identité ni son unité nationale à l'autel des intérêts susmentionnés. Le mécanisme de la fragmentation et de la réduction en bouillie des identités nationales utilisé par ces centres est plus que clair.

Là où le sentiment national a été réduit, a aquité à la fois par le cosmopolitisme capitaliste internationaliste ou bien par un « interna- onalisme néolibéral » tordu, dit de gauche, les gens ont recours au local : au communautarisme ou au régionalisme, au sein desquels quelques détails sont sauvegardés –un dialecte, par exemple– qui pourrait distinguer le "nous" des "autres".

Ainsi, la spécificité locale est proclamée en « identité ethnique / minoritaire » et devient la bouée de sauvetage des désespérés au milieu de l'océan du « nouvel ordre » imposé par l'économie mondialisée. Et la façon plus pertinente, moins douloureuse et moralement moins blâmable pour la déstabilisation de l'Europe et des Etats non allemands au profit du « New Berlin » est maintenant le jeu malin des « minorités ethniques » et « linguistiques », qu'elles soient artificielles ou véritables. Par exemple, le grec dans sa version homérique, chypriote ou pondiaque ou bien le dialecte crétois seront présentés tôt ou tard par ces « centres » internationaux, comme des « langues ethniques ».
C'est la raison pour laquelle il est très important pour ces « centres » qu'on perde la connaissance du grec, que l'on perde la continuité de la langue qui va de l'antiquité à l'Empire byzantin et qui mène au grec post-byzantin et moderne sous toutes ses formes. C'est pourquoi le grec ancien devrait être

considéré comme une "langue morte" et ne pas être enseigné, en aucun moment, à un étudiant grec. Telles sont les raisons pour lesquelles se sont intensifiées dans la nouvelle période que nous traversons à l'échelle internationale, après les changements considérables des années 1989 à 1992 (dissolution de l'URSS), les efforts visant à redessiner la carte de l'Europe à la lumière des « minorités ».

**L'implication américaine**

Les Etats-Unis n'ont qu'une préoccupation : l'entrée de l'Etat multi ethnique de Skopje dans l'OTAN en juillet 2018 pour empêcher la projection de puissance russe dans les Balkans par la voie de l'élément slave de Skopje. Une projection de puissance russe dans la région bouleverserait la doctrine de base de la perception occidentale et américaine de la sécurité : la doctrine de l'anneau défensif (?).

La possibilité d'État au sud de l'ex-Yougoslavie, de vocation slave-orthodoxe et en proximité de la mer Egée, en dehors de l'OTAN, représente pour les américains, le risque de rupture d'équilibre du pouvoir anglo-saxon dans l'aile sud-est de l'OTAN. Et ceci pendant une période où cette aile de l'OTAN ne traverse pas ses meilleurs moments. Étant donné le comportement complètement saugrenu de la Turquie vis-à-vis de Washington, le virage d'Erdogan vers Moscou, et, pire encore, vers Téhéran.

En outre, il est tout à fait raisonnable de croire que, dans ces nouvelles dynamiques géopolitiques dans l'aile sud de l'OTAN et au Moyen-Orient, les Etats-Unis craignent qu'une force terrestre de la Heartland (selon Spykman N.J.), telle l'Allemagne, qui géopolitiquement et géographiquement pourrait être un futur allié de Moscou, puisse un jour profiter des ports de Thessalonique, de Kavala et d'Alexandroupolis pour son propre compte.

Si une telle alliance se réalisait, en coopération avec la Chine émergente, allié régulière de la Russie, Elle mettrait la main sur tout le commerce international, du Pacifique aux ports d'Amsterdam et de Rotererdam. Et c'est ce que le premier secrétaire général de l'OTAN, Lord Ismey, a déjà précisé. Lorsqu'on lui a demandé pourquoi l'OTAN a été créé, avec le célèbre flegme britannique, il a répondu : « Pour garder l'Amérique dedans [dans l'Europe], la Russie dehors et l'Allemagne soumise » !.

## Article 2

**Affaiblissement des États Nations dans les Balkans via la "découverte" d'ethnies par les allemands**

Par Ioannis Mazis
Prof. de géographie et géopoli que de l'Univ. d'Athènes
(Traduc on en français : Chris na Komi)

**LE NAZISME, APPARTIENT- IL VRAIMENT AU PASSÉ ?**

**Des camps nazi d'extermination massive au « Centre pour la protection des minorités raciales et ethniques » (ECMI)**

Si en 1940 les « méchants » allemands s'employaient à redessiner la carte de l'Europe par l'extermination des minorités raciales et ethniques, aujourd'hui ils sont devenus des « gentils », ils se s'emploient à la même tâche tout en s'étant auto-proclamés « protecteurs » de ces minorités.
Les gênes et l'ADN sont détinitivement leur grande affaire !
Sauf que pour nous, peuples de ce continent, ceci a des conséquences très lourdes...

L'article qui suit en révèle les dimensions...

D'après les conclusions de l'historien érudit Dr H. Iliopoulos qui a étudié, entre autres, le phénomène, d'inspiration allemande de la déstabilisation des Etats Nations, je soutiens que les élites allemandes et leurs complices — lesdites « élites européennes »— concernant la péninsule des Balkans, optent pour une

politique particulière. Celle-ci consiste en la fragmentation extrême et en la réduction des identités nationales.

Ce choix politique a été soutenu par les intellectuels « organiques » —généreusement financés évidement— de l'actuelle Open Society Fonds de M. Soros. Mais aussi par les mécanismes de l'establishment idéologique, tels l'intemporel institut néo-conservateur American Enterprise Institut (fondée en 1938 par des membres éminents comme l'« illuminé » ancien trotskiste Irving Kristol et d'autres personnes de la même tendance idéologique) lié à Bush, à Clinton et à Obama.
Le choix politique de l'écrasement et de la pulvérisation des Etats Nations nous a souvent été servi comme un « impératif de notre temps », comme une « évolution inéluctable » liée à la « mondialisation » ce processus qui entraîne paradoxalement, l'« exacerbation inexplicable et étrange des nationalismes, des régionalismes et des intégrismes religieux ».

Ce qui se passe en réalité est le suivant :

● Tout d'abord, afin d'atteindre ses objectifs stratégiques essentiels, le puissant système financier international, au service du capital mondialisé, doit raser les États-Nations Westphaliens car ils font obstacle à leurs intérêts.
● En second lieu, les larges couches sociales, qui doivent payer le coût onéreux de leur adaptation aux « ordres rigoureux » de la mondialisation, cherchent une protection psychologique, qui peut leur être fournie par le sentiment d'un « nous » au sein d'un groupe réduit.
Pourtant, aujourd'hui arrive « inopinément » le renversement d'une telle situation par l'élection de Trump, qui s'oppose à cette tendance internationaliste et mondialiste du capital et qui, depuis la position privilégiée de l'occupant de la Maison-Blanche, soutient la notion d'État-nation.
La résistance britannique exprimée par le Brexit va dans le même sens vis-à-vis de l'Europe allemande. Ce sont là des signes de peuples qui se réveillent. Et c'est de cet éveil que témoigne les rassemblements de Thessalonique et d'Athènes, avec des centaines de milliers de manifestants. Mais ces deux évènements se sont mystérieusement « évaporés » des chaînes de télévision tant nationales que privées, comme s'ils n'avaient jamais existé !

**Les mécanismes de déstabilisation des Balkans**

Quel est le but ultime de ce e déstabilisation d'inspiration allemande ? Connu et avoué : soutenir les minorités ! Selon l'évaluatiuon officielle du « front » néo-fasciste de l' « Union fédéraliste des groupes ethniques européens raciaux », dans tout le continent européen, de la France à la Grande-Bretagne à la Grèce, à Chypre, vivent 101.412.000 personnes « minoritaires ».
Ces « minorités opprimées » ont le « droit sacré » à la protection de leur « identité ethnique / linguistique », ce qui est interprétée par les « experts » allemands comme donnant droit à une très ample autonomie. Dans ce cadre et seulement dans le cas d'une très ample autonomie concédée par l'État souverain, les membres de ces communautés « ethniques » sont autorisés à conserver en même temps leur qualité de citoyens. Par exemple, pour les français, ce sont du point de vue « ethnique » des bourguignons, des normands, des occitans, etc. Pour les grecs ils sont ethniquement des macédoniens, des vlachs, des albanais, des turcs, des giourouks, des sarakatsans, etc.

D'après l'« autorité » des experts allemands, au cas où il y aurait une crise dans la relation de la « minorité ethnique » avec l'Etat-nation souverain, la « minorité » aura le « droit à l'autodétermination » et à la sécession, même par la force. Cette position a été proclamée par le secrétaire général de l'OTAN de l'époque et ancien marxiste « éclairé », Javier Solana. Il avait alors déclaré que la protection des droits des
minorités serait prioritaire par rapport au respect de la souveraineté nationale. En conséquence la poudre à canon est généreusement distribuée, étant donné que les « protecteurs » auto-proclamés des minorités parlent de 282 « groupes ethniques » supposément étouffés dans les frontières étroites des 36 États-nations européens.
Le rôle du « Centre européen des minorités »

L' « Union fédéraliste des groupes ethniques et raciaux européens » est représentée au sein du Conseil du

« Centre européen pour les minorités », récemment fondé à la fin de 1996, dans la petite ville de Flensburg en Allemagne du Nord et géré par le « macédoiniste » M. Stefan Troebst. La création de ce centre très moderne, trois ans avant les bombardements de Yougoslavie par l'OTAN en Mars 1999, marque un changement qualitatif important dans la façon d'agir.
En outre, le début du projet de déstabilisation des états nations se trouvait en Europe du Sud-Est et de l'Est : La dissolution de l'ex-Yougoslavie, par la sécession des Slovènes, des Croates, des Musulmans et des soi- disant « Macédoniens » de Skopje, suivie par l'attaque frontale contre la Serbie. Son amputation par la sécession du Kosovo /Metohija, et l'apparition de la question de la Voïvodine (minorité hongroise) et Satzak (minorité musulmane).
Par ailleurs, le Monténégro est devenu indépendant en 2017 et a rejoint l'OTAN tout de suite.

L'étape suivante sera la région de Thrace, pour laquelle les institutions allemandes compétentes travaillent depuis des années. Déjà nos voisins les éminents turcs qui nous rendent visite (tels Çavusoglou, Erdogan, etc.) nous assurent que pour eux la question d'une Thrace qui se détachera de la Grèce est quelque chose d'absolument clair et évident.

**Partout la mutation violente des frontières. L'Europe de l'Ouest.**

Mais il y a aussi l'Europe de l'Ouest ! Donnons la parole au nouveau au directeur du European Centre for Minorities M. Troebst : « Nous allons accorder une attention particulière à l'Europe de l'Est », dit cet « expert » qui a été envoyé comme observateur de la part du ministère allemand des Affaires étrangères à FYROM (Former Yougoslavian Republic of Macedonia) pendant les années 1992-93 dans le but de tisser, d'après ses propres mots, un « réseau informel de contacts » !
Il est clair que derrière les mots rassurants et astucieusement choisis de « protection des minorités » se cache la priorité de la politique étrangère allemande, qui exprime ses dimensions continentales et rend nécessaire l'intervention active des « experts » allemands de l'Est à l'Ouest du continent afin de déstabiliser les États européens forts jusqu'à aujourd'hui.

La France. Pour illustrer cet argument : se référant à l'« identité ethnique » des habitants du sud de la France, M. Troebst n'hésite pas à imaginer la possibilité que certaines minorités - que lui-même a découvertes - désirent établir à un moment donné leurs propres États ! Avec cet air modéré, dont un bon scientifique allemand ne doit jamais se départir, le directeur du Centre for Minorities observe : « L'éventualité que les occitans, par exemple, déposent un jour leur propre projet d'État ou organisent un mouvement qui revendique leur indépendance par rapport à la France, en fin de compte, s'ils souhaitent fonder leur propre État national et qu'ils se battent ou non pour cela, la question est difficile, mais dans certains cas il faut une réponse urgente ».
Donc d'après cet expert, les 90 millions de « minoritaires » du continent qui s'étend de l'Espagne à la Belgique, à la Grèce, à la Bulgarie, ont le « droit » de sécession même par la force, quand l'État souverain ne leur permet pas de « protéger suffisamment » leur « identité ethnique ». Cette position n'est conforme à aucun des principes de l'ONU, mais c'est la doctrine déclarée de ces « experts ».
Les cas récents du Kosovo et de la Catalogne mettent en lumière s'il le fallait cette réalité.

Pour que le professeur allemand Troebst, directeur du Centre pour les minorités, puisse justifier la « nécessité » d'une « mutation violente des frontières », il a évoqué l'exemple du Kosovo, où il a été nommé Consul d'Allemagne.
Le cas du Kosovo est cependant seulement une partie de la « question albanaise », qui est, selon le directeur de l'Institut de Flensburg, « la question ethno-politique la plus importante dans les Balkans. »

**Des méthodes nazies**

Cependant, personne ne peut accuser les allemands de partialité ; car dans la Thrace grecque il semble y avoir pour eux aussi une minorité grecque, qui est marquée par la lettre "G" !
Dans le commentaire d'une carte publiée en Avril 1999, les allemands protecteurs des minorités, admettent que d'un point de vue formel, les 10,5 millions d'habitants de la Grèce sont grecs, à l'exception d'une minorité musulmane de 100.000 « turcs ».

Néanmoins, les allemands « savent » que « les bulgares, les macédoniens (sic) et les albanais se plaignent de la répression complète de leur culture et leur langue. »

Ces « protecteurs » des « minorités ethniques » à travers le monde cherchent à ressusciter la mosaïque archaïque des races et des tribus du temps d'avant les Lumières, du temps d'avant la naissance des nouveaux États-nations constitutionnels et démocratiques. Ils souhaitent nous faire régresser au Moyen Age, avec le grand Reich allemand au milieu du continent et une centaine de duchés et de principautés « indépendants » tout autour.

Voici quelques-uns des « plus grands groupes ethniques en Europe » tels qu'ils ont été détectés et enregistrés, au printemps 1992, par la très « sérieuse » rédaction du magazine allemand sur les minorités Pogrom (qu'on peut trouver dans la bibliothèque du Centre culturel de Munich « Gkastaigk » mais aussi dans toutes les bibliothèques des instituts de balkanologie, dans toutes les bibliothèques de sciences politiques, etc., ainsi que dans toutes les librairies sérieuses).

D'après la perception de ces allemands « racialistes » (ou « amateurs des races ») qui, pour le reste, se définissent comme étant « de gauche », la nation est seulement une affaire d'ADN. Si ceci n'est du nazisme, alors qu'est-ce que c'est ? Selon ces conceptions raciales, la volonté des citoyens ou leur conscience historique ne comptent pour rien devant les gènes qui, eux, définissent la véritable nation.

Ainsi, selon cette perception biologiste, si parmi les serbes, les grecs ou les français, qui se sentent aujourd'hui serbes, grecs ou français, certains ont eu une arrière-grand-mère qui, par un coup du hasard – réel ou imaginaire—, est passée un jour par le lit d'un ostrogoth des hordes d'Alaric, ils font donc automatiquement partie d'une « minorité allemande » quoi qu'ils en disent ! D'après cette même perception « progressiste » allemande, le grec vlachophone ou le grec arvanitophone —qui sont devenus des héros nationaux car ils ont sacrifié leurs vies pour la liberté de la Grèce— ne sont pas des grecs, mais le premier est un « aroumain » et le second est un « albanais ».